

À Villers-Semeuse, le 30 Décembre 2024



Transmis en Préfecture  
des Ardennes le : 31 DEC. 2024

**ARRÊTÉ MUNICIPAL**

\*\*\*\*\*  
**MODIFIANT L'ARRÊTÉ N° ARR . 2020 / 112 DU  
17/12/2020 FIXANT DIVERS TARIFS MUNICIPAUX :  
CONCESSIONS FUNÉRAIRES, PHOTOCOPIES,  
ET LOCATION DE MATÉRIEL AUX PARTICULIERS**

\*\*\*\*\*

Le Maire de la commune de Villers-Semeuse,

Vu le *Code Général des Collectivités Territoriales*, notamment ses articles L 2122.22 et L 2122-23, permettant au Maire de recevoir délégation du Conseil Municipal pour prendre des décisions dans certains domaines et qui en précise les conditions d'exécutions,

Vu la délibération n° 2020.011 du 25 Mai 2020 donnant délégation de pouvoir au Maire, en application de l'article L 2122.22 du *Code Général des Collectivités Territoriales*,

Considérant qu'il est nécessaire de MODIFIER les tarifs relatifs aux CONCESSIONS FUNÉRAIRES,

**ARRÊTE**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup> : À compter du 1<sup>er</sup> Janvier 2025, l'arrêté municipal référencé « ARR . 2020 / 112 » du 17 Décembre 2020 EST MODIFIÉ à l'ARTICLE 1<sup>ER</sup> « CONCESSIONS FUNÉRAIRES » selon les dispositions suivantes et enregistre la suppression de la « REDEVANCE DU LOCAL DE TIR » :**

**CONCESSIONS FUNÉRAIRES**

CONCESSION EN TERRE CLASSIQUE TRENTENAIRE ( 2 m <sup>2</sup> - 2 personnes )	150 €
CAVURNE TRENTENAIRE ( 2 personnes )	100 €
COLUMBARIUM TRENTENAIRE	600 €
RENOUVELLEMENT COLUMBARIUM POUR 30 ANS	250 €

• • • • • • • • • • •

**MODIFIANT L'ARRÊTÉ N° ARR. 2020 / 112 DU 17/12/2020 FIXANT  
DIVERS TARIFS MUNICIPAUX, AVEC EFFET AU 01 / 01 / 2025**

## ARTICLE 1<sup>ER</sup> : ( SUITE )

**PHOTOCOPIES ( noir et blanc uniquement )**

	<i>Format A4</i>	<i>Format A3</i>
<b>RECTO</b>	0,15 centimes l'unité	0,30 centimes l'unité
<b>RECTO - VERSO</b>	0,30 centimes l'unité	0,60 centimes l'unité

#### **LOCATION DE MATÉRIEL AUX PARTICULIERS**

<b>TABLE DE BRASSERIE</b>	<b>2,50 € l'unité</b>
<b>BANC</b>	<b>1,50 € l'unité</b>

*Une caution de 300 euros est demandée pour toute location de matériel*

**ARTICLE 2 :** En application des dispositions de l'article R 421-5 du *Code de Justice Administrative*, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours en annulation auprès du Tribunal Administratif de Châlons-en-Champagne dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Le Tribunal Administratif de Châlons-en-Champagne peut être saisi au moyen de l'application informatique « Télerecours Citoyen » accessible par le biais du site : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

**ARTICLE 3** : Monsieur le Directeur Général des Services de la mairie de Villers-Semeuse ainsi que les agents placés sous son autorité sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.



*Jérémie DUPUY*

2024-12-30 19:13:24